

Libye/Conflit

# Le Premier ministre Sarraj a échappé à des tirs sur son convoi

AFP

Tripoli/Libye

*L'attaque semble n'avoir fait que deux blessés.*

LE chef du gouvernement d'union nationale libyen (GNA) Fayez al-Sarraj a réchappé hier à des tirs sur son convoi à Tripoli, ont indiqué les porte-parole du GNA et du Conseil d'Etat libyen.

Selon le premier, l'incident n'a pas fait de blessés mais le second a indiqué que deux gardes avaient été touchés.

"Le convoi du chef du GNA Fayez al-Sarraj et du président du Conseil d'Etat Abderrahmane el-Swehli a essuyé des tirs lors de son passage près du secteur d'Abou Slim à Tripoli. Toutes les voitures du

convoi étaient blindées. Il n'y a pas eu de blessés", a affirmé à l'AFP le porte-parole du GNA Achraf al-Thulthi faisant état de l'ouverture d'une enquête.

De son côté, le porte-parole du Conseil d'Etat, Mohamed Salem, a précisé que le convoi qui roulait sur une autoroute avait fait l'objet de "tirs nourris" de la part de groupes armés se trouvant dans un bâtiment situé à proximité du siège du Conseil d'Etat. Deux gardes ont été blessés selon M. Salem.

"Le convoi a fait l'objet de tirs de la part d'un groupe hors-la-loi", a précisé en fin de journée un communiqué de M. Sarraj, paru sur la page Facebook du GNA.

L'attaque s'est produite proche du Palais des Hôtes lorsque "de hauts



Photo : AFP

Le chef du gouvernement d'union nationale Fayez al-Sarraj est sorti indemne hier d'une attaque contre son convoi.

responsables de l'Etat revenaient d'une cérémonie organisée pour l'inauguration du nouveau siège des Renseignements généraux", a ajouté M. Sarraj. Les Palais des Hôtes est un complexe d'une dizaine de villas luxueuses en face du siège du

Conseil de l'Etat à l'hôtel Rixos. Ces bâtiments sont aujourd'hui occupés par un groupe armé loyal à l'ancien premier ministre Khalifa Ghweil, écarté du pouvoir en avril après la formation du GNA.

"La force de sécurité du GNA poursuit actuelle-

ment ce groupe dont les membres seront soumis à la justice dès leur arrestation", a indiqué M. Sarraj. Pays aux riches ressources pétrolières, la Libye est déchirée par des rivalités opposant ses différentes milices et tribus depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi.

Aujourd'hui, deux autorités politiques se disputent le pouvoir : d'un côté, le GNA basé à Tripoli et de l'autre une autorité rivale qui contrôle une grande partie de l'Est libyen et s'appuie sur le Parlement élu de Tobrouk.

Mais dans la capitale, où le Premier ministre désigné Fayez al-Sarraj n'arrive toujours pas à asseoir son autorité, Khalifa Ghweil, continue à le défier.

L'Afrique en bref

• Algérie-Allemagne/Diplomatie. Merkel : visite à Alger reportée

La visite de la chancelière allemande Angela Merkel en Algérie a été reportée à cause de "l'indisponibilité temporaire" du président Abdelaziz Bouteflika due à une "bronchite aiguë", a annoncé hier la présidence algérienne.

• Angola/Politique. Lourenço entre en campagne



Photo : AFP

Le nouveau chef de file du parti au pouvoir en Angola, le ministre de la Défense Joao Lourenço, a donné le coup d'envoi de sa campagne pour les élections générales d'août en promettant de mettre un terme à la corruption.

• Centrafrique/Violences. Concert de voix contre les groupes armés

Cinq organisations internationales, dont les Nations unies, l'Union européenne et l'Union africaine, ont uni leurs voix dimanche contre le regain de violence en Centrafrique dû aux groupes armés.

• Egypte/Procès. Peines de mort confirmées contre 10 supporters



Photo : AFP

Cinq ans après les émeutes meurtrières qui avaient fait 74 morts dans un stade de football à Port-Saïd (nord-est), la justice égyptienne a confirmé hier les peines de mort de 10 supporters.

• Maroc-Espagne/Migrants. Ceuta prise d'assaut

Plus de 350 migrants africains ont réussi à passer depuis le Maroc dans l'Union européenne, portant le total à plus de 850 clandestins à franchir la barrière frontalière dans l'enclave espagnole de Ceuta en quatre jours.

• Somalie/Attentat. Le bilan monte à 39 morts

Le bilan de l'attaque menée dimanche par un kamikaze qui a fait exploser une voiture piégée à un carrefour fréquenté de la capitale somalienne Mogadiscio est passé à 39 morts, a-t-on appris hier auprès des services d'urgence.

RD Congo/Crise

# Un prélat déplore la "turpitude" des politiciens

AFP

Kinshasa/RD Congo

*Allusion, pour le cardinal Laurent Monsengwo, aux blocages dans l'application de l'accord de la Saint-Sylvestre.*

L'ARCHEVEQUE de Kinshasa déplore la "turpitude" de la classe politique congolaise face à l'absence de progrès pour sortir la République démocratique du Congo (RDC) de la crise et organiser rapidement les élections, selon un communiqué reçu hier à l'AFP. "Il appartient aux hommes politiques de reconnaître avec humilité (...) leur velléité politique et la turpitude de leurs choix nominalistes qui conduisent à l'impasse ou au blocage

des institutions", écrit le cardinal Laurent Monsengwo.

"Nous invitons instamment les uns et les autres à faire preuve de sagesse, de retenue, d'esprit démocratique pour résoudre la question relative à la désignation du Premier ministre" pour "décanter la crise qui risque de mettre en péril la tenue des élections prévues à la fin de cette année selon les accords de la Saint-Sylvestre", poursuit-il.

Signé sous l'égide de l'épiscopat congolais, cet accord est censé sortir la RDC de la crise née du maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, dont le mandat a pris fin le 20 décembre 2016.

Ce compromis entérine une décision contestée de la Cour constitutionnelle qui autorise M. Kabila, âgé de 45 ans, et à qui la



Photo : AFP

L'épiscopat, qui avait lancé un ultimatum à la classe politique au lendemain d'une journée de violences (entre 11 et 19 morts) en décembre, regrette aujourd'hui, par la voix du cardinal Laurent Mosengwo, des blocages qui pourraient conduire à l'impasse.

Constitution interdit de se représenter, à demeurer au pouvoir jusqu'à l'élection de son successeur "fin 2017", en échange d'un mécanisme de cogestion du pays. Depuis le décès à l'âge de

84 ans de l'opposant historique Étienne Tshisekedi le 1er février à Bruxelles, les discussions sur l'application dudit accord sont au point mort, bloquées par le marchandage des postes. Mgr Monsengwo a par ail-

leurs dénoncé la profanation dimanche dans la capitale Kinshasa de l'église Saint-Dominique par des individus non identifiés, qui ont notamment détérioré l'autel et des statues. "Nous stigmatisons et condamnons avec force ces actes qui frisent la barbarie" et "laisser croire que l'Église catholique est visée, de manière intentionnelle", écrit le prélat.

L'Eglise catholique a joué un rôle majeur dans l'ouverture démocratique pendant les dernières années de la dictature de Mobutu, renversé en 1997 par Laurent-Désiré Kabila, père de l'actuel président. Elle jouit d'une audience sur les questions politiques qui dépasse largement le cercle de ses fidèles (environ 40% des quelque 70 millions de Congolais).

Côte d'Ivoire/Justice

# Le procès des " disparus du Novotel " s'ouvre

AFP

Abidjan/Côte d'Ivoire

LE procès de dix Ivoiriens, la plupart des militaires, accusés d'enlèvement et d'assassinats de quatre hommes, dont deux Français en 2011 en pleine crise post-électorale, doit s'ouvrir ce mardi à Abidjan après un premier report intervenu fin janvier.

"Le procès doit s'ouvrir en principe ce mardi. On n'a reçu aucun changement de

date à ce jour", a déclaré hier à l'AFP Me Ange Rodrigue Dadjé, l'un des avocats de la défense.

"Le procès va s'ouvrir demain (mardi) quelle que soit la situation", a renchéri son homologue, Me Mathurin Dirabou.

"S'il y a absence, ils (les accusés, ndlr) seront jugés par contumace", a-t-il affirmé, faisant allusion à la précédente audience, qui avait été reportée peu après son ouverture le 31 janvier. Pour justifier ce report, le président de la Cour, le juge Mourlaye Cissoko,

avait fait état de l'absence de cinq accusés sur dix, soulignant que "pour des raisons matérielles, ces personnes (n'étaient) pas assistées par des avocats".

De leur côté, les avocats français des familles des victimes, le bâtonnier Pierre Olivier Sur et Me Clémence Witt, avaient dénoncé ce report, y voyant une manœuvre pour encore retarder le procès.

"Au bout de cinq ans, il est inadmissible que cette affaire ne soit pas jugée", s'était emporté Me Pierre Olivier Sur.

Le directeur de l'hôtel Novotel d'Abidjan, Stéphane Frantz Di Rippel, Yves Lambelin, directeur général de Sifca, plus grand groupe agro-industriel ivoirien et figure du patronat local, son assistant béninois Raoul Adeossi et le Malaisien Chelliah Pandian, directeur général de Sania, filiale de Sifca, avaient été enlevés par un commando militaire le 4 avril 2011 dans Abidjan pendant les combats.

Ils avaient été torturés et tués, selon le nouveau gouvernement du président

Alassane Ouattara installé après l'arrestation le 11 avril 2011 de son prédécesseur Laurent Gbagbo à l'issue de quatre mois de crise post-électorale.

Le corps d'Yves Lambelin est le seul à avoir été formellement identifié. La mort des trois autres victimes a été établie sur la base de témoignages et d'indices. Les corps ont été jetés dans la lagune d'Abidjan, capitale économique ivoirienne.